

Commune de Genolier

1

Au Conseil communal de Genolier

Genolier, le 2 novembre 2011

PREAVIS N° 12/2011

relatif à la détermination du plafond
d'endettement et de cautionnement
pour la législature 2011-2016

Délégués municipaux

Jean Zucchello, Municipal
Florence Rattaz, Syndique

Commission chargée de l'étude du préavis

Commission des finances

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1 – Préambule

Depuis 1956, les communes avaient l'obligation d'obtenir auprès du département en charge des communes, une approbation pour chaque emprunt et cautionnement qu'elles souhaitaient contracter auprès de divers bailleurs de fonds. Cette solution, avec les années, était devenue toujours plus lourde. En effet :

- elle introduisait un contrôle éventuel en opportunité de la part de l'Etat mais sans préciser les critères applicables et leur portée ;
- elle ne pouvait pas garantir un suivi efficace des situations financières communales au vu du volume croissant des emprunts. Ainsi, les autorisations octroyées par l'Etat l'étaient sur la base du respect des procédures uniquement et ne préjugeaient pas de la capacité financière de la commune à assumer les charges de ses emprunts.

Dans le but de simplifier cette procédure et de limiter le contrôle de l'Etat à la légalité, le Grand Conseil a accepté en mai 2005, dans le cadre de la révision de la loi sur les communes, de supprimer les autorisations d'emprunts et de cautionnements pour introduire la notion de "plafond d'endettement".

2 – Création du plafond d'endettement

2.1 - Objectifs :

- respecter les dispositions légales de la nouvelle Constitution vaudoise (art. 139 et 140 Cst-VD) ;
- garantir aux autorités communales un outil efficace permettant un meilleur suivi de la gestion des finances communales ;
- réagir et profiter plus rapidement des conditions du marché des capitaux, au vu de la diminution des autorisations légales à obtenir ;
- simplifier et diminuer la charge de travail administrative ;
- limiter les risques financiers des communes liés à l'octroi des cautionnements.

D'une manière générale, le plafond des emprunts est déterminé en fonction des investissements actuels et des besoins futurs d'investissements communaux corrélés à l'autofinancement et à la fortune nette communale actuelle et planifiée.

2.2 - Bases légales

Loi sur les communes (LC) du 28.02.1956, état au 01.01.2006

Art. 143 Emprunts

Au début de chaque législature, les communes déterminent dans le cadre de la politique des emprunts un plafond d'endettement. Elles en informent le département en charge des relations avec les communes qui en prend acte.

Lors que le plafond d'endettement est modifié en cours de législature, il fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat qui examine la situation financière de la commune.

Une décision d'interdiction d'augmenter le plafond d'endettement peut être prise par le Conseil d'Etat dans le cas où la nouvelle limite de plafond met en péril l'équilibre financier de la commune.

Le Conseil d'Etat fixe par règlement les modalités d'examen de la situation financière des communes.

Les cautionnements ou autres formes de garanties sont soumis aux mêmes règles d'application que les emprunts.

Règlement sur la comptabilité des communes (RCCom) du 14.12.1976, état au 01.01.2006

Art. 22a – Réactualisation du plafond d'endettement

Toute demande de modification de plafond d'endettement d'une commune fait l'objet d'un examen approfondi de la situation financière de cette dernière par le Conseil d'Etat.

Dans son examen, celui-ci se fonde sur :

- le budget et les comptes annuels de la commune concernée,
- une planification financière.

La situation financière de la commune est analysée sur la base d'indicateurs et de ratios de gestion d'analyse financière validés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales.

2.3 - Durée et modalités

Un plafond d'endettement pour les emprunts ainsi que les cautionnements doit être adopté par le Conseil communal dans le courant des 6 premiers mois de chaque législature. Il sera valable pour cette durée.

Dans cette limite, la commune peut gérer en toute autonomie les emprunts et/ou cautionnements sans qu'une autorisation préfectorale, ni départementale ne soit nécessaire.

En fin de législature, le plafond d'endettement court jusqu'à la reconduction d'un nouveau plafond fixé par les autorités communales de la nouvelle législature.

Le plafond peut être modifié, à la hausse comme à la baisse, en cours de législature, mais il doit alors faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès du Conseil d'Etat ceci conformément aux dispositions de l'art. 22a du règlement sur la comptabilité des communes.

Il est évident, qu'une fois le plafond d'endettement et le plafond de risque pour cautionnements accordés par le Conseil communal et confirmé par le Conseil d'Etat, la Municipalité ne peut qu'emprunter uniquement sur la base de préavis d'investissement dûment approuvés par le Conseil communal.

3. - Fixation du plafond d'endettement pour emprunts

3.1 - Principe

Le plafond des emprunts est déterminé en fonction des investissements actuels et des besoins futurs d'investissements pour la législature 2011-2016 (voir Plan d'investissements dans le Préavis – Budget 2012).

Etant donné la vente des bâtiments scolaires à l'AISGE en 2010, le plafond d'endettement ne tient plus compte des bâtiments scolaires.

3.2 – Endettement

L'analyse a été effectuée en tenant compte des investissements futurs ainsi que de la capacité de notre commune à dégager de l'autofinancement, ceci au vu des éléments connus à ce jour (population, taux d'impôt, situation économique, etc.)

Les annexes résument le résultat de cette analyse qui fait, entre autre, ressortir un endettement maximum pour la législature de **Fr. 18'140'201.--**.

Le ratio de la quotité de la dette brute pour notre commune passe de 110.7% en 2011 à 143.9% en 2016. Le Plafond d'endettement demandé fait passer ce ratio à 146.2%. en cours de législature, soit une qualification de bonne selon les critères de l'Etat de Vaud.

La limite fixée par le canton étant de 250 %, ce qui place notre commune dans une situation plutôt rassurante quant à l'endettement.

**Au vu de ces éléments la Municipalité a fixé le plafond d'endettement à
Fr. 18'000'000.--**

4 - Fixation du plafond de risques pour cautionnements et autres engagements

A ce jour, les cautionnements accordés et solidaires s'élèvent à Frs 1'680'651.-- :
les accordés concernent Télé-Dôle SA Frs 79'651.-- et Genolier CAD SA Frs 1'460'000.--
le solidaire concerne Télé-Dôle SA pour Frs 141'000.--.

L'autorité cantonale recommande deux méthodes afin de fixer ce plafond:

A .- 40% du capital et des réserves, soit pour notre commune : Fr. 5'080'755.--

B .- 50 % du plafond d'endettement, soit pour notre commune : Frs 9'000'000.--

La Municipalité a choisi d'appliquer la méthode B, ceci afin de se donner une marge de manœuvre plus importante, en tenant compte des éventuels besoins futurs, notamment dans le cadre des investissements régionaux. Nous vous rappelons que chaque cautionnement doit faire l'objet d'un Préavis auprès du Conseil communal.

5 – Conclusion

En fonction de ce qui précède, la Municipalité propose au Conseil communal de Genolier de prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Genolier

Vu le préavis N° 12/2011 relatif à la détermination du plafond d'endettement et de cautionnement pour la législature 2011-2016

Ouï le rapport de la commission des finances

Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour


Décide :

de fixer les valeurs suivantes pour la législature 2011-2016 :

- 1) plafond d'endettement : Fr. 18'000'000.--
- 2) plafond de risque pour cautionnements et autres engagements Fr. 9'000'000.--

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 1^{er} novembre 2011 pour être soumis à l'approbation du Conseil communal.

Au nom de la Municipalité :
La Syndique : F. Rattaz le secrétaire : C. Deléderray



F. Rattaz *C. Deléderray*

Annexes : Bilans, Comptes de fonctionnement 2006-2011.
Investissements, Autofinancement et endettements 2011-2016
Ratios et explications
Plan des investissements 2011-2016

BILANS

Plafond d'endettement

COMMUNE DE GENOLIER 2011 - 2016

31.10.11

	2010		2009		2008		2007		2006	
Actifs	22'189'226	100.0%	39'764'195	100.0%	40'890'440	100.0%	40'140'717	100.0%	34'539'040	100.0%
Mobilisé	10'845'010	48.9%	7'565'639	19.0%	9'888'245	24.2%	8'149'774	20.3%	7'424'694	21.5%
910 Disponibilités	6'627'430	29.9%	3'711'660	9.3%	6'240'111	15.3%	5'370'512	13.4%	5'152'018	14.9%
911 Débiteurs et comptes courants	4'217'579	19.0%	3'853'980	9.7%	3'648'134	8.9%	2'779'262	6.9%	2'272'676	6.6%
Immobilisé	11'344'216	51.1%	32'198'356	81.0%	31'002'195	75.8%	31'990'943	79.7%	27'114'346	78.5%
912 Placements du patrimoine financier	5'370'000	24.2%	5'370'000	13.5%	5'370'000	13.1%	5'370'000	13.4%	4'181'252	12.1%
913 Actifs transitoires	3'974	0.0%	2'902	0.0%	90'006	0.2%	16'415	0.0%	26'073	0.1%
914 Investissements du patrimoine administratif	5'820'241	26.2%	26'675'453	67.1%	25'392'187	62.1%	26'453'528	65.9%	22'649'819	65.6%
915 Prêts et capitaux de dotations	150'001	0.7%	150'001	0.4%	150'001	0.4%	151'001	0.4%	257'201	0.7%
Passifs	22'189'226	100.0%	39'764'195	100.0%	33'020'443	80.8%	40'140'717	100.0%	34'539'040	100.0%
Fonds étrangers	9'487'338	42.8%	30'269'842	76.1%	31'112'018	76.1%	32'311'358	80.5%	28'687'135	83.1%
920 Engagements courants	473'049	2.1%	462'413	1.2%	397'079	1.0%	734'184	1.8%	399'166	1.2%
921 Dettes à court terme	-	0.0%	-	0.0%	76'190	0.2%	1'054'549	2.6%	80'849	0.2%
922 Emprunts à moyen et long terme	8'956'750	40.4%	29'744'450	74.8%	30'524'650	74.6%	30'232'350	75.3%	27'870'000	80.7%
Passifs transitoires	57'539	0.3%	62'979	0.2%	114'098	0.3%	290'276	0.7%	337'121	1.0%
Fonds propres	12'701'888	57.2%	9'494'353	23.9%	1'908'425	4.7%	7'829'359	19.5%	5'851'905	16.9%
928 Financements spéciaux et fonds de réserve	11'827'533	53.3%	8'626'427	21.7%	873'932	2.1%	6'799'942	16.9%	4'826'169	14.0%
929 Capital	874'355	3.9%	867'926	2.2%	1'034'493	2.5%	1'030'416	2.6%	1'025'735	3.0%

COMPTES DE FONCTIONNEMENT

	2010	2009	2008	2007	2006
Charges	22'160'110	15'604'893	15'529'320	14'579'812	9'905'681
1 Administration générale	1'974'841	1'789'644	1'683'506	844'899	729'549
2 Finances	4'075'134	3'073'883	3'967'408	4'088'646	1'686'369
3 Domaines et bâtiments	6'502'520	2'672'416	2'528'336	2'656'410	1'308'200
4 Travaux	3'049'613	1'291'531	1'749'157	1'433'041	1'108'169
5 Instruction publique et cultes	1'788'791	1'684'463	1'513'996	1'378'869	1'144'929
6 Police	243'073	213'340	190'632	163'141	109'737
7 Sécurité sociale	4'076'858	4'509'828	3'393'146	3'505'614	3'263'184
8 Services industriels	449'280	369'789	503'140	509'193	555'543
Revenus	22'166'539	15'438'326	15'533'396	14'584'493	9'910'320
1 Administration générale	1'175'570	1'122'101	1'031'611	166'855	126'973
2 Finances	14'984'371	9'547'386	9'748'560	9'076'180	6'671'328
3 Domaines et bâtiments	3'596'713	3'676'377	3'675'237	3'800'043	2'041'543
4 Travaux	678'261	585'141	490'917	515'528	433'585
5 Instruction publique et cultes	135'396	12'566	2'195	29'082	
6 Police	76'737	56'419	47'600	110'545	76'028
7 Sécurité sociale	1'070'212	68'548	34'136	377'069	5'320
8 Services industriels	449'280	369'789	503'140	509'193	555'543
Résultat	6'429	-166'567	4'076	4'681	4'639

CHARGES ET REVENUS PAR NATURES

	2010	2009	2008	2007	2006
Charges	22'160'110	15'604'893	15'529'320	14'579'812	9'905'681
30 Autorités et personnel	1'161'894	1'064'127	1'013'455	1'304'493	1'129'928
31 Biens, services, marchandises	2'094'208	1'955'254	1'859'666	1'801'986	1'516'887
32 Intérêts passifs	933'189	963'992	976'099	848'190	243'582
33 Amortissements	4'729'686	1'297'456	1'691'483	1'848'164	222'467
35 Remboursements, participations et subventions à des collectivités publiques	7'820'273	8'351'406	6'435'047	6'275'031	5'796'982
36 Aides et subventions	241'149	196'633	169'555	111'232	110'106
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux	3'779'120	454'394	2'156'247	2'379'217	877'228
39 Imputations internes	1'400'591	1'321'632	1'227'767	1'150	8'500
Revenus	22'166'539	15'438'326	15'533'396	14'584'493	9'910'320
40 Impôts	9'181'725	8'090'442	7'700'789	7'486'862	5'971'031
41 Patentes, concessions	63	89'167	53'880	50'569	51'209
42 Revenus du patrimoine	8'203'301	3'433'469	4'513'436	3'416'113	2'098'383
43 Taxes, émoluments, produits des ventes	1'217'539	860'726	1'097'491	1'428'060	1'383'313
44 Parts à des recettes cantonales	539'138	547'804	442'893	773'245	321'258
45 Participations et remboursements de collectivités publiques	1'455'260	258'960	372'265	696'334	44'263
46 Autres participations et subventions	518'13	6'116	2'981	340'366	25'164
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	117'109	830'011	121'895	381'444	7'199
49 Imputations internes	1'400'591	1'321'632	1'227'767	1'150	8'500
Résultat	6'429	-166'567	4'076	4'681	4'639

INVESTISSEMENTS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	PM
Objets financés par l'impôt	2'006	1'475	1'600	2'750	1'700	1'500	484
Objets financés par des taxes	210	775	725	1'300	1'100	100	403
Objets autofinancés	875	1'850	1'575	800	1'400	1'000	2'000
Total général	3'716	4'100	3'900	4'850	4'200	2'600	2'887

AUTOFINANCEMENT

	2011	2010	2009	2008	2007	2006
Selon les comptes						
Résultat		6'429	-166'567	4'076	4'681	4'639
33 Amortissements		4'729'686	1'297'456	1'691'483	1'848'164	222'467
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux		3'779'120	454'394	2'156'247	2'379'217	877'228
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux		-51'813	-830'011	-121'895	-381'444	-7'199
Correction bâtiments scolaires		-4'469'403				
Autofinancement		3'994'019	755'272	3'729'912	3'850'618	1'097'135
Autofinancement moyen 2012-2016		2'685'391				
Selon le budget						
Résultat	-792'955	-1'127'720	-1'213'285	-13'125	-963'970	-1'577'595
33 Amortissements	342'775	1'074'845	1'086'025	1'117'390	1'036'820	276'300
38 Attributions aux fonds et aux financements spéciaux	130'090	205'365	240'160	169'670	138'260	11'500
48 Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux	-48'470	-38'595	-113'300	-47'260	-112'670	-820
Autofinancement	-368'560	113'895	-400	1'226'675	98'440	-1'290'615
Autofinancement moyen 2012-2016		29'599				
Ecart budget / comptes		3'880'124	755'672	2'503'237	3'752'178	2'387'750
Ecart moyen 2012-2016		2'655'792				
Autofinancement prévisible pour 2011	2'287'232					

ENDETTEMENT

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Endettement au début de l'exercice	9'487'338 +	10'131'106 +	11'898'129 +	13'418'493 +	15'841'263 +	17'565'490 +
Investissement	2'931'000 +	4'100'000 +	3'900'000 +	4'850'000 +	4'200'000 +	2'600'000 +
Autofinancement	2'287'232 -	2'332'977 -	2'379'636 -	2'427'229 -	2'475'774 -	2'525'289 -
Endettement en fin d'exercice	10'131'106 =	11'898'129 =	13'418'493 =	15'841'263 =	17'565'490 =	17'640'201 =
Limite de crédit	500'000 +	500'000 +	500'000 +	500'000 +	500'000 +	500'000 +
Plafond d'endettement	10'631'106 =	12'398'129 =	13'918'493 =	16'341'263 =	18'065'490 =	18'140'201 =

Endettement maximum

18'140'201

Plafond d'endettement

18'000'000

Plafond de risque pour cautionnement

9'000'000

RATIOS

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dette brute	10'631'106	12'398'129	13'918'493	16'341'263	18'065'490	18'140'201
Revenus financiers (40-46)	9'600'490	11'643'305	11'876'171	12'113'695	12'355'968	12'603'088
	2%					
Quotité de la dette brute	110.7%	106.5%	117.2%	134.9%	146.2%	143.9%
Taux d'intérêts	3.00%	3.50%	4.00%	4.00%	4.00%	4.00%
Intérêts passifs	318'933	433'935	556'740	653'651	722'620	725'608
Revenus des biens (42)	1'294'260	1'251'480	1'276'510	1'302'040	1'328'081	1'354'642
	2%					
Revenus nets	-975'327	-817'545	-719'770	-648'389	-605'461	-629'034
Revenus financiers (40-46)	9'600'490	11'643'305	11'876'171	12'113'695	12'355'968	12'603'088
	-10.2%	-7.0%	-6.1%	-5.4%	-4.9%	-5.0%
Quotité de la charge des intérêts						
Autofinancement	2'287'232	2'332'977	2'379'636	2'427'229	2'475'774	2'525'289
Investissement	2'931'000	4'100'000	3'900'000	4'850'000	4'200'000	2'600'000
	2%					
Couverture des investissements	78.0%	56.9%	61.0%	50.0%	58.9%	97.1%
Intérêts passifs	318'933	433'935	556'740	653'651	722'620	725'608
recettes fiscales (40)	6'955'000	9'103'000	9'285'060	9'470'761	9'660'176	9'853'380
	2%					
Poids des intérêts	4.6%	4.8%	6.0%	6.9%	7.5%	7.4%
Intérêts passifs	318'933	433'935	556'740	653'651	722'620	725'608
Dette brute	10'631'106	12'398'129	13'918'493	16'341'263	18'065'490	18'140'201
	3.0%	3.5%	4.0%	4.0%	4.0%	4.0%
Taux moyen de la dette						

RATIO

- 1 Quotité de la dette
- 2 Quotité de la charge d'intérêts
- 3 Couverture des investissements
- 4 Poids des intérêts
- 5 Taux moyen de la dette

	6		5		4		3		2		1	
	de	à	de	à	de	à	de	à	de	à	de	à
1	-	50.0%	50.0%	100.0%	100.0%	150.0%	200.0%	200.0%	300.0%	300.0%	300.0%	+
2	-	0.0%	0.0%	1.0%	2.5%	2.5%	4.0%	4.0%	5.0%	5.0%	5.0%	+
3	+	100.0%	100.0%	90.0%	80.0%	80.0%	70.0%	70.0%	50.0%	50.0%	50.0%	-
4	-	0.0%	0.0%	4.0%	7.0%	4.0%	9.0%	9.0%	11.0%	11.0%	11.0%	+
5	-	2.5%	2.5%	3.5%	3.5%	4.5%	4.5%	5.5%	6.5%	6.5%	6.5%	+

Légende



COMMUNE DE GENOLIER

Plan des dépenses d'investissements 2011-2016

Désignation	Crédit	Voté	Solde	2011	2012	2013	2014	2015	2016	PM
Objets financés par le ménage communal										
Numérisation territoire	380	380	1							379
PPA La Loraine-En Morant	105	105	105							
Espace Pavillon 3'200'000	3'200	3'200	3'079	16						105
Imm Gare Etude concours arch	150	150	109	41						
PGA 89/06 44'500 132/09 68'800	113	113	87		26					
Dev. exploit Bois-de-Chênes	55	55	23	32						
Réfection chemins communaux	126	126	102		24					
Imm Gare Etude	350	350		350						
Réfection rte Genollière	70	70		50	20					
Eclairage "Sus-Châtel"	355	355		200	155					
Balayeuse Citycat	108	108		108						
Porte-outils Ladog	114	114		114						
Rénov église cath Nyon	25	25		25						
Assainiss. Ciblerie Etude	30	30		30						
Prêt Genolier CAD SA	500	500		500						
Participation "Plein-Sud"	100	100		100						
Réfection ch. piétons rte "Duillier"	390	390		190	200					
Assainiss. Ciblerie; réalisation	300				200	100				
Transformation "mais Goth"	2'000					100	700	700	500	
Façades "Genollière"	100				100					
Poursuite étude PPA La Loraine-En Morant	1'000				100	250	250	200	200	
Cibles électroniques	100					100				
Terrain synthétique	900					350	550			
Agrand parc Cézille	200						200			
Eclairage "Sous-la-Ville"	50						50			
Eclairage "Refaz"	50						50			
Route de la Chèverrie	50						50			
Achat actions CAD	100						100			
Déchetterie intercommunale	500				100	400				
Plan d'investissement régional	1'500				300	300	300	300	300	
Imprévus & réserves divers	2'000			250	250		500	500	500	
	15'021	6'171	3'506	2'006	1'475	1'600	2'750	1'700	1'500	484
<i>dont déjà voté</i>		6'171	3'506	1'756	425					484
Objets financés par des taxes										
Assainiss réseau égoûts PGEE	1'163	1'163	210	50	100	100	100	100	100	403
Bouclage Sous-la-Ville	350				175	175				
Bouclage Montant-Lorraine	200						200			
Sabois (Bois-de-Chênes)	450				200	250				
Agrand réservoir Bas-des-Côtes	2'000						1'000	1'000		
Mise en conformité Bas-des-Côtes	500				300	200				
	4'663	1'163	210	50	775	725	1'300	1'100	100	403
<i>dont déjà voté</i>		1'163	210	50	100	100	100	100	100	403
Objets autofinancés										
Imm Gare Construction	4'500	4'500		875	1'750	1'575	300			
Transformation "Montant" 1912	4'000							1'000	1'000	2'000
Local SDIS et CTC	1'000				100		500	400		
	9'500	4'500		875	1'850	1'575	800	1'400	1'000	2'000
<i>dont déjà voté</i>		4'500		875	1'750	1'575	300			
Totaux										
	29'184	11'834	3'716	2'931	4'100	3'900	4'850	4'200	2'600	2'887
<i>dont déjà voté</i>		11'834	3'716	2'681	2'275	1'675	400	100	100	887